Art. 23 : Dissolution

En cas de dissolution, le Conseil Exécutif fixe les modalités de liquidation de l'actif et du passif de l'Institut.

Fait à Fort-Lamy, le 29 janvier 1971.

Modifié à Dakar, le 20 mai 1976.

DECRET N° 79-135 du 18 avril 1979 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959, modifiant l'arrêté n° 951-49/AP du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu le procès-verbal de la consultation populaire organisée le 23 mars 1979 à Bapuré (Circonscription Administrative de Bassar),

DECRETE :

Article premier — Est reconnue officiellement la désignation, par voie élective, de M. Abdoulaye Issa en qualité de chef du canton de Bapuré (circonscription administrative de Bassar) en remplacement de Mama Issifou, décédé.

Art. 2. — Il est alloué à M. Abdoulaye Issa, chef du canton de Bapuré, une indemnité annuelle de 72.000 francs.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Art. 3. — Le présent décret, qui aura effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé, sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1978

Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 79-136 du 18 avril 1979 portant reconnaissance de la désignation d'un chef traditionnel

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959, modifiant l'arrêté n° 951-49/AP du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu le procès-verbal de conseil coutumier du village d'Agomé-Glozou en date du 12 janvier 1976,

DECRETE :

Article premier — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Toyo-Kuégah Yao, en qualité de chef traditionnel du village d'Agomé-Glozou (circonscription administrative d'Aného) en remplacement de Toyo Kuégah, décédé.

Art. 2 — Il est alloué à M. Toyo-Kuégah Yao, chef traditionnel du village d'Agomé-Glozou, une indemnité annuelle de 162.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Art. 3 — Le présent décret, qui aura effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé, sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1979

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-137 du 18 avril 1979 autorisant l'installation et l'utilisation d'une station radioélectrique privée d'émission et de réception.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 61-24 du 15 mars 1961 portant réglementation de l'établissement des postes émetteurs et récepteurs radioélectriques au Togo ;

Vu la demande en date du 16 juin 1978 introduite par le directeur général de la Sonaph. B.P. 1755 Lomé ;

Après avis du ministre de l'intérieur,

DECRETE :

Article premier — M. Anani Gassou, ministre du développement rural, directeur général de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH), est autorisé, sous réserve de se conformer aux lois et règlements en la matière, à installer et à utiliser une station radioélectrique privée d'émission et de réception à l'huilerie d'Agou (circonscription administrative de Kloto).

Art. 2 — Les spécifications techniques du poste à installer sont les suivantes :

- Poste radioélectrique émetteur-récepteur Pye-Europa type MF25 MF.
- Puissance maximum : 10 watts
- Fréquence octroyée : 150 mégahertz.
- Antenne directionnelle.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et le ministre des travaux publics et des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, du contrôle des conditions techniques d'exploitation de ce poste ainsi que de la teneur des émissions.

Art. 4 — Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1979

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-138 du 18 avril 1979 portant modification du décret n° 77-36 du 6 mars 1977 portant obligation d'arrachage et de replantation des anciennes cacaoyères dans la région des plateaux

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du développement rural ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 77-36 du 4 mars 1977 portant obligation

d'arrachage et de replantation des anciennes cacaoyères dans la région des plateaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — L'article 2 du décret n° 77-36 du 4 mars 1977, susvisé, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les propriétaires des plantations arrachées bénéficient d'une prime d'arrachage et de réplantation de 60.000 F par hectare, selon les modalités qui seront déterminées par arrêté du ministre du développement rural ».

Art. 2 — Le ministre du développement rural est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature et sera enregistré au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 18 avril 1979
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-139 du 18 avril 1979 portant modalités d'application de l'ordonnance n° 4 du 16 janvier 1968 réglementant la protection de la faune et l'exercice de la chasse au Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement rural ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 4 du 16 janvier 1968 réglementant la protection de la faune et l'exercice de la chasse au Togo, spécialement en ses articles 5, 21, et 34 ;

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier — Est passible des peines prévues à l'article 34 de l'ordonnance n° 4 du 16 janvier 1968 susvisée quiconque sans autorisation spéciale de l'autorité compétente :

1 — se livre à la chasse ou à la capture du gibier, dans le périmètre des réserves naturelles et parcs nationaux, ou sans permis de chasse de la catégorie correspondant à l'action de chasse entreprise ;

2 — se livre à la chasse ou à la capture des espèces protégées énumérées à l'annexe I de l'ordonnance n° 4 du 16 janvier 1968 susvisée ;

3 — se livre à la chasse ou à la capture du gibier sur le terrain d'autrui sans l'accord du maître des lieux ;

4 — se livre à la chasse ou à la capture du gibier en utilisant des feux encerclants, des lumières éblouissantes, des poisons, des explosifs, des véhicules à moteurs terrestres ou aériens, des armes ou matériels de guerre ou autres armes prohibées ;

5 — fabrique, expose, met en vente, achète ou fait usage de pièges à gibier hors des cas des mesures prises pour la lutte contre les espèces nuisibles ;

6 — expose, met en vente, achète ou consomme du gibier tué ou capturé dans des conditions illicites.

Art. 2 — Les espèces prédatrices énumérées à l'annexe II de l'ordonnance n° 4 du 16 janvier 1968 susvisée peuvent en tout temps être abattues dans les zones d'habitation et d'exploitation agricole.

Cet abattage ne peut être opéré par arme à feu que par les titulaires d'un permis national de chasse en cours de validité.

Art. 3 — La chasse des espèces non prédatrices est interdite dans les récoltes pendantes ou dans les plantations permanentes.

Toutefois le maître des lieux pourra y chasser en prenant des mesures de précaution pour éviter tout dommage aux personnes ou aux récoltes.

Art. 4 — La chasse est autorisée avec armes non prohibées à l'intérieur des propriétés closes de murs, sous réserve de l'accord du propriétaire et de la tranquillité du voisinage.

Art. 5 — Le ministre de l'aménagement rural et le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Togolaise.

Lomé, le 18 avril 1979
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-140 du 19 avril 1979 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 ;
Vu le décret n° 78-124 du 14 novembre 1978 ;
Sur proposition du ministre du commerce et des transports ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — M. Logossou Kouassi, inspecteur principal du trésor 3ème échelon est nommé agent comptable du port autonome de Lomé.

Art. 2. — Le ministre du commerce et des transports est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature.

Lomé, le 19 avril 1979
Général d'Armée G. EYADEMA

DECRET N° 79-141 du 19 avril 1979 portant expulsion

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'Intérieur,
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967,
Vu la loi n° 61-27 du 16 août 1961 autorisant le gouvernement à prendre des mesures d'éloignement, d'internement ou d'expulsion contre les individus dangereux pour l'ordre public et la sûreté de l'Etat,

DECRETE :

Article premier — Il est enjoint au nommé El Hadj Baba Kouma, de nationalité guinéenne, de quitter le Togo dans un délai de vingt quatre (24) heures.

Art. 2. — Il est interdit à l'intéressé de reparaitre sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise.

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 avril 1979
Général d'Armée G. EYADEMA